Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Labelle

Code géographique : 78120

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Occupation
du territoire
Québec

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier S3

Section I - États financiers

Table des matières S5

États financiers audités S6 - S25

Renseignements financiers non audités S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30

Taux global de taxation réel audité S31 - S33

Autres renseignements financiers non audités S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières S54

Données prévisionnelles non auditées S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal S67

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion S68

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claire Coulombe, atteste la véracité du rapport financier

de Labelle (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Labelle (Nom de l'organisme) pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-18 (Date).

[Originale signée]

Signature _____ Date 2018-04-03

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE LABELLE inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S17, S18, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Comptables professionnels agréés

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA
Mont-Tremblant

DATE 2018-04-03

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	4 323 168	4 348 028	4 264 334
Compensations tenant lieu de taxes	2	123 395	125 093	124 809
Quotes-parts	3			
Transferts	4	207 409	1 252 399	276 537
Services rendus	5	196 466	261 998	304 883
Imposition de droits	6	200 300	238 383	209 202
Amendes et pénalités	7	36 000	42 375	40 787
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	59 000	60 304	12 787
Autres revenus	10	116 000	272 772	174 043
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 261 738	6 601 352	5 407 382
Charges				
Administration générale	14	844 279	816 031	728 733
Sécurité publique	15	554 874	608 490	611 184
Transport	16	1 352 425	1 650 996	1 691 912
Hygiène du milieu	17	995 705	1 008 846	961 263
Santé et bien-être	18	16 000	18 466	21 902
Aménagement, urbanisme et développement	19	263 845	281 849	311 566
Loisirs et culture	20	870 856	987 998	973 607
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	134 480	127 665	141 635
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 032 464	5 500 341	5 441 802
Excédent (déficit) de l'exercice	25	229 274	1 101 011	(34 420)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		12 256 531	12 290 951
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		12 256 531	12 290 951
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		13 357 542	12 256 531

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	560 227	1 473 238
Débiteurs (note 5)	2	2 847 219	1 946 261
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	51 267	25 675
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 458 713	3 445 174
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	625 647	483 462
Revenus reportés (note 12)	12	139 992	123 715
Dette à long terme (note 13)	13	4 260 706	4 746 959
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	5 026 345	5 354 136
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(1 567 632)	(1 908 962)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	14 745 760	14 021 035
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	30 706	22 233
Stocks de fournitures	19	38 881	34 623
Autres actifs non financiers (note 17)	20	109 827	87 602
	21	14 925 174	14 165 493
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	13 357 542	12 256 531

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	229 274	1 101 011	(34 420)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	( )	(1 668 241)	(654 981)
Produit de cession	3	243 075	50	66 500
Amortissement	4		943 516	878 279
(Gain) perte sur cession	5		(50)	4 842
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	243 075	(724 725)	294 640
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(8 473)	(22 233)
Variation des stocks de fournitures	9		(4 258)	(5 650)
Variation des autres actifs non financiers	10		(22 225)	(14 227)
	11		(34 956)	(42 110)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	472 349	341 330	218 110
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(1 908 962)	(2 127 072)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(1 908 962)	(2 127 072)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(1 567 632)	(1 908 962)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 101 011	(34 420)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	943 516	878 279
Autres			
- Perte (gain) cession	3	(50)	4 842
-	4		
	5	2 044 477	848 701
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(900 958)	366 064
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	142 185	19 283
Revenus reportés	9	16 277	(16 728)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(25 592)	(25 764)
Propriétés destinées à la revente	11	(8 473)	(22 233)
Stocks de fournitures	12	(4 258)	(5 650)
Autres actifs non financiers	13	(22 225)	(14 227)
	14	1 241 433	1 149 446
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 668 241)	(654 981)
Produit de cession	16	50	66 500
	17	(1 668 191)	(588 481)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(484 515)	(469 575)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(1 738)	1 096
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(486 253)	(468 479)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(913 011)	92 486
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 473 238	1 380 752
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 473 238	1 380 752
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	560 227	1 473 238

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Municipalité participe à un partenariat avec la Municipalité de La Minerve. Ce partenariat, dont la Municipalité de La Minerve est mandataire, a pour objet l'opération et l'administration d'un service de collecte des matières résiduelles. Lors de la fin du partenariat, le partage des actifs et passifs se fera à parts égales entre les deux municipalités participantes.

Les états financiers incluent la quote-part de ce partenariat revenant à la Municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :
-Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
-Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
-Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
-Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
-Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles ainsi que les hypothèses qui sous-tendent le calcul des obligations au titre de prestations de retraite et le passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Municipalité présente dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le montant disponible ainsi que les placements temporaires d'une durée de moins de 3 mois s'il y a lieu. L'emprunt bancaire représentant la marge de crédit n'est pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, il est considéré comme une activité de financement.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

s/o

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est essentiellement déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	8 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans

L'amortissement des immobilisations en cours sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la Municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	560 227	1 473 238
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	560 227	1 473 238
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	424 578	712 059
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

L'encaisse affectée est constituée des montants suivants :

Fonds de roulement	152 858 $
Réserve financière pour flotte de véhicules	271 720 $

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	365 743	376 353
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 701 216	1 178 786
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	400 406	37 373
Organismes municipaux	15	283 362	220 907
Autres			
- Droits de mutation	16	51 382	70 449
- Autres débiteurs	17	45 110	62 393
	18	2 847 219	1 946 261
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	950 665	1 075 840
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	950 665	1 075 840
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	34 044	35 929

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	51 267	25 675
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	51 267	25 675
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	102 223	98 789
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	14 231	14 183
	43	116 454	112 972

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

10. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 1 100 000 $ au 31 décembre 2017 et celle-ci porte intérêts au taux préférentiel.

11. Créditeurs et charges à payer

		2017	2016
Fournisseurs	47	331 308	179 897
Salaires et avantages sociaux	48	238 864	220 631
Dépôts et retenues de garantie	49		50
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus à payer DLT	53	26 560	30 178
- Autres frais courus	54	28 915	52 706
-	55		
-	56		
-	57		
	58	625 647	483 462

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	18 105	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	20 993	34 754
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	91 322	87 321
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Revenus reportés	66	9 572	
-	67		
-	68		
-	69		1 640
	70	139 992	123 715

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2017	2016
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,85	4,40	2018	2022	71	4 020 800	4 449 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	10,00	10,00	2018	2018	75	386	795
Organismes municipaux	2,19	2,19	2022	2022	76	28 435	33 762
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,82	2,82	2020	2020	77	206 841	246 720
Autres			2018	2018	78	10 000	20 000
					79	4 266 462	4 750 977
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(5 756)	(4 018)
					81	4 260 706	4 746 959

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets: Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets: Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme: Location-acquisition		Autres dettes à long terme: Autres		Total 2017
2018	82		90	1 822 200	98	46 324	107	15 830	115	1 884 354
2019	83		91	1 538 900	99	46 324	108	5 564	116	1 590 788
2020	84		92	324 600	100	130 224	109	5 686	117	460 510
2021	85		93	170 800	101		110	5 810	118	176 610
2022	86		94	164 300	102		111	5 931	119	170 231
2023 et +	87		95		103		112		120	
	88		96	4 020 800	104	222 872	113	38 821	121	4 282 493
Intérêts et frais accessoires					105	(16 031)			122	(16 031)
	89		97	4 020 800	106	206 841	114	38 821	123	4 266 462

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2017	2016
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	124	(1 567 632)	(1 908 962)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	( )	( )
Autres	126	( )	( )
	127	(1 567 632)	(1 908 962)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	5 154 343	156	212 585	183	4 724	210	5 362 204
Eaux usées	129	6 510 702	157	161 339	184	4 567	211	6 667 474
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	5 432 219	158	251 624	185		212	5 683 843
Autres	131	1 030 895	159	2 625	186		213	1 033 520
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	3 929 688	161	51 651	188		215	3 981 339
Améliorations locatives	134	2 289	162		189		216	2 289
Véhicules	135	2 864 417	163	172 677	190		217	3 037 094
Ameublement et équipement de bureau	136	426 510	164	5 209	191		218	431 719
Machinerie, outillage et équipement divers	137	618 643	165	97 739	192		219	716 382
Terrains	138	336 980	166	30 984	193		220	367 964
Autres	139		167		194		221	
	140	26 306 686	168	986 433	195	9 291	222	27 283 828
Immobilisations en cours	141	9 292	169	681 808	196	(9 291)	223	700 391
	142	26 315 978	170	1 668 241	197		224	27 984 219
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	2 276 298	171	131 669	198	(1)	225	2 407 968
Eaux usées	144	3 971 199	172	164 956	199	1	226	4 136 154
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	2 573 459	173	275 403	200		227	2 848 862
Autres	146	566 855	174	52 487	201		228	619 342
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	1 014 673	176	102 758	203		230	1 117 431
Améliorations locatives	149	2 289	177		204		231	2 289
Véhicules	150	1 163 087	178	145 610	205		232	1 308 697
Ameublement et équipement de bureau	151	377 397	179	14 214	206		233	391 611
Machinerie, outillage et équipement divers	152	349 686	180	56 419	207		234	406 105
Autres	153		181		208		235	
	154	12 294 943	182	943 516	209		236	13 238 459
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	14 021 035					237	14 745 760
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238	302 552	241		243		245	302 552
Amortissement cumulé	239	(22 691)	242	(15 128)	244	( )	246	(37 819)
Valeur comptable nette	240	279 861					247	264 733

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249		
Autres	250	30 706	22 233
	251	30 706	22 233
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	30 706	22 233

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	254	109 827	87 602
-	255		
-	256		
Autres			
-	257		
-	258		
	259	109 827	87 602

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

18. Fonds local d'investissement

		2017	2016
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	260		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261		
Autres revenus	262		
	263		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264		
Variation de la provision pour moins-value	265		
	266		
Autres charges	267		
	268		
Excédent (déficit) de l'exercice	269		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	( )	( )
	275		
	276		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	280		
Solde du Fonds local d'investissement	281		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282		
Supportant les engagements de prêts	283		
Supportant les garanties de prêts	284		
	285		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

19. Fonds local de solidarité

		2017	2016
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	286		
Revenus sur les prêts aux entreprises	287		
Autres revenus	288		
	289		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	290		
Variation de la provision pour moins-value	291		
	292		
Intérêts sur la dette à long terme	293		
Autres charges	294		
	295		
Excédent (déficit) de l'exercice	296		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	( )	( )
	302		
	303		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	304		
Revenus reportés	305		
Dette à long terme	306		
	307		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308		
Excédent (déficit) non affecté	309		
	310		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311	
Supportant les engagements de prêts	312	
	313	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

20. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 1 032 697 $. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2018 - 402 137 $
2019 - 170 140 $
2020 - 170 140 $
2021 - 145 140 $
2022 - 145 140 $

21. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Au cours de l'exercice 2017, la Municipalité a cautionné un prêt de 12 809,34 $ pour l'acquisition d'un véhicule récréatif Defender 2018 par le Club de ski de fonds de Labelle pour une période de 4 ans, soit jusqu'en novembre 2021. Le solde de ce prêt, au 31 décembre 2017, est de 12 809,34 $.

b) Auto-assurance

La Municipalité assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme, conjointement avec un programme de supplément au chômage, pour tous ses employés permanents.

c) Poursuites

N/A

d) Autres

Contestations d'évaluations

Au 31 décembre 2017, il y a pour une valeur de 56 700 $ d'évaluations municipales contestées. Aucune provision n'est comptabilisée.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

25. Événements subséquents

Le 22 janvier 2018, la Municipalité a accepté de cautionner APTR La Minerve inc. auprès d'investissement Québec et Desjardins Caisse d'économie solidaire ou autres créanciers, à raison de 30 % du montant demandé, soit pour une somme globale de 195 000 $, représentant la part de la Municipalité dans le cadre du projet internet haute vitesse sur fibre optique.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget 2017	Réalisations 2017			Réalisations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	4 323 168	4 348 028		4 348 028	4 264 334
Compensations tenant lieu de taxes	2	123 395	125 093		125 093	124 809
Quotes-parts	3					
Transferts	4	207 409	282 321		282 321	249 940
Services rendus	5	196 466	261 998		261 998	304 883
Imposition de droits	6	200 300	218 603		218 603	209 202
Amendes et pénalités	7	36 000	42 375		42 375	40 787
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	59 000	60 304		60 304	12 787
Autres revenus	10	116 000	260 591		260 591	164 909
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	5 261 738	5 599 313		5 599 313	5 371 651
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		970 078		970 078	26 597
Imposition de droits	16		19 780		19 780	
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		12 181		12 181	9 134
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		1 002 039		1 002 039	35 731
	21	5 261 738	6 601 352		6 601 352	5 407 382
Charges						
Administration générale	22	844 279	794 750	21 281	816 031	728 733
Sécurité publique	23	554 874	560 037	48 453	608 490	611 184
Transport	24	1 352 425	1 255 964	395 032	1 650 996	1 691 912
Hygiène du milieu	25	995 705	680 083	328 763	1 008 846	961 263
Santé et bien-être	26	16 000	18 466		18 466	21 902
Aménagement, urbanisme et développement	27	263 845	247 592	34 257	281 849	311 566
Loisirs et culture	28	870 856	872 268	115 730	987 998	973 607
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	134 480	127 665		127 665	141 635
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		943 516	(943 516)		
	33	5 032 464	5 500 341		5 500 341	5 441 802
Excédent (déficit) de l'exercice	34	229 274	1 101 011		1 101 011	(34 420)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	229 274	1 101 011	(34 420)
Moins: revenus d'investissement	2	( )	(1 002 039)	(35 731)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	229 274	98 972	(70 151)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4		943 516	878 279
Produit de cession	5	243 075	50	66 500
(Gain) perte sur cession	6		(50)	4 842
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	243 075	943 516	949 621
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(348 142)	(359 340)	(338 838)
	18	(348 142)	(359 340)	(338 838)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(3 753)	(11 270)	(48 835)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	114 050	52 473	93 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	(27 554)	150 411	
Réserves financières et fonds réservés	22	(206 950)	(203 194)	(266 141)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(124 207)	(11 580)	(221 976)
	26	(229 274)	572 596	388 807
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		671 568	318 656

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017 Réalisations	2016 Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 002 039	35 731
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(5 209)	(53 993)
Sécurité publique	3	(66 174)	(27 959)
Transport	4	(476 395)	(455 442)
Hygiène du milieu	5	(404 908)	(26 211)
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )
Loisirs et culture	8	(715 555)	(91 376)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(1 668 241)	(654 981)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	(8 473)	(22 233)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		80 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	11 270	48 835
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	110 367	123 942
Excédent de fonctionnement affecté	16	39 457	
Réserves financières et fonds réservés	17	172 677	373 130
	18	333 771	545 907
	19	(1 342 943)	(51 307)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(340 904)	(15 576)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	1 572 311	1 539 197	1 421 257
Charges sociales	2	391 087	353 965	327 771
Biens et services	3	2 404 043	1 984 052	2 099 531
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	133 384	89 075	108 160
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		35 725	29 893
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 096	2 865	3 582
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	392 561	400 010	387 406
Transferts	10			
Autres	11	16 000	33 260	30 237
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	108 315	103 535	140 780
Amortissement des immobilisations	14		943 516	878 279
Autres				
- Subv. particulier / entreprise	15	13 667	13 792	14 906
- Réclamation dommage et intérêt	16		3 235	
- Créances douteuses	17		(1 886)	
	18	5 032 464	5 500 341	5 441 802

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 159 354	952 064
Excédent de fonctionnement affecté	2	555 428	443 861
Réserves financières et fonds réservés	3	522 995	492 477
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(222 700)	(237 100)
Financement des investissements en cours	5	(340 904)	(3)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 683 369	10 605 232
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	13 357 542	12 256 531
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 159 354	952 064
Organismes contrôlés[1]	10		
	11	1 159 354	952 064
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Égout	12	244 277	211 660
- Aqueduc	13	119 620	44 304
- Budget et projets à venir	14	191 531	179 424
- Terrain	15		8 473
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	555 428	443 861
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	555 428	443 861
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Véhicules	27	271 719	267 396
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	271 719	267 396
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	152 858	121 846
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	98 418	103 235
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	251 276	225 081
	48	522 995	492 477

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	( )	( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- autres financement	72	(222 700)	(237 100)
-	73	( )	( )
	74	(222 700)	(237 100)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80		
	81	(222 700)	(237 100)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		(3)
Investissements à financer	83	(340 904)	( )
	84	(340 904)	(3)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	14 745 760	14 021 035
Propriétés destinées à la revente	86	30 706	22 233
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	14 776 466	14 043 268
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	14 776 466	14 043 268
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(4 260 706)	(4 746 959)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(5 756)	(4 018)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	950 665	1 075 840
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	222 700	237 100
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(3 093 097)	(3 438 037)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	((1))
	100	(3 093 097)	(3 438 036)
	101	11 683 369	10 605 232

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Application de la Loi aux régimes de la Municipalité

Aucun nouvel effet de l'application de la loi n'a affecté la Municipalité de Labelle au cours de l'exercice 2017.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	25 675	(89)
Charge de l'exercice	4	(102 223)	(98 789)
Cotisations versées par l'employeur	5	127 815	124 553
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	51 267	25 675
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	2 773 214	2 382 722
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(2 675 881)	(2 425 484)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	97 333	(42 762)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(46 066)	68 437
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	51 267	25 675
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	51 267	25 675
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	2 773 214	2 382 722
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(2 675 881)	(2 425 484)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	((97 333))	(42 762)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	191 593	175 932
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	191 593	175 932
Cotisations salariales des employés	21	(104 615)	(92 889)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	86 978	83 043
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	14 128	13 284
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	101 106	96 327
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	124 641	112 279
Rendement espéré des actifs	33	(123 524)	(109 817)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	1 117	2 462
Charge de l'exercice	35	102 223	98 789

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	214 991	98 006
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(123 524)	(109 817)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	91 467	(11 811)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40	56 929	40 687
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	2 773 214	2 382 722
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,00 %	5,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,00 %	5,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,50 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
- Age de retraite	51	60	60
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73	( )	( )
	74		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	78		
Variation de la provision pour moins-value	79		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2017	2016
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	106		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2017	2016
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	108		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 [X] Oui
110 [ ] Non

		2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	3 068	3 014
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	10 338	10 157
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	3 893	4 026
	115	14 231	14 183

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale		
Dette à long terme	1	4 266 462
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	340 904
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	950 665
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	3 656 701
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	3 656 701
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	175 318
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	3 832 019
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	3 832 019
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TAXES		Réalisations 2017	Réalisations 2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	3 070 368	2 930 040
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	88 763	87 895
Activités de fonctionnement	3	316 732	347 281
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	16 895	15 866
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	3 492 758	3 381 082
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	220 435	253 757
Égout	11	170 697	167 539
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	357 329	355 581
Autres			
-Environnement	14	40 552	40 185
-Licence de chien	15	2 980	3 013
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 341	14 402
Service de la dette	18	49 936	48 775
Activités de fonctionnement	19		
Activités d'investissement	20		
	21	855 270	883 252
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	22		
Autres	23		
	24		
	25	855 270	883 252
	26	4 348 028	4 264 334

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2017	Réalisations 2016
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27	6 648	6 600
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28	519	540
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	82 444	82 444
	31	89 611	89 584
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	23 351	25 564
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	9 915	7 413
	35	33 266	32 977
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	122 877	122 561
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	1 392	1 382
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	824	866
Taxes d'affaires	43		
	44	2 216	2 248
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	125 093	124 809

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		831
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54	1 458	
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	137 426	114 743
Enlèvement de la neige	58	77 427	74 744
Autres	59	7 452	7 830
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	4 650	6 462
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	18 258	21 222
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	35 650	24 108
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	282 321	249 940

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93	24 916	
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	228 694	835
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	207 884	7 402
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	166 040	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	1 640	18 360
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127	340 904	
Réseau d'électricité	128		
	129	970 078	26 597

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 252 399	276 537

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	35 362	22 589
Sécurité incendie	145	2 500	2 500
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	37 862	25 089
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	5 576	4 239
Enlèvement de la neige	150	2 731	2 509
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	8 307	6 748
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	1 356	1 203
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	1 356	1 203
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	47 525	33 040

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	182		
Évaluation	183		
Autre	184	30 399	42 581
	185	30 399	42 581
Sécurité publique			
Police	186		
Sécurité incendie	187	13 822	
Sécurité civile	188		
Autres	189		20 139
	190	13 822	20 139
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191		
Enlèvement de la neige	192		
Autres	193	89 130	119 459
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198		
	199	89 130	119 459
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200		
Réseau de distribution de l'eau potable	201	1 215	
Traitement des eaux usées	202		
Réseaux d'égout	203	1 621	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204	210	
Matières recyclables	205		
Autres	206	5 303	
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208		
Autres	209		28 074
	210	8 349	28 074
Santé et bien-être			
Logement social	211		
Sécurité du revenu	212		
Autres	213		
	214		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	215		
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218	2 849	3 371
	219	2 849	3 371
Loisirs et culture			
Activités récréatives	220	67 715	
Activités culturelles			
Bibliothèques	221	2 209	
Autres	222		58 219
	223	69 924	58 219
Réseau d'électricité	224		
	225	214 473	271 843
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	261 998	304 883

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	227	20 410	24 985
Droits de mutation immobilière	228	171 143	150 115
Droits sur les carrières et sablières	229	46 830	34 102
Autres	230		
	231	238 383	209 202
AMENDES ET PÉNALITÉS	232	42 375	40 787
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	233		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	60 304	12 787
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	50	(4 842)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237		
Contributions des promoteurs	238		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239		
Contributions des organismes municipaux	240	188 554	121 585
Autres contributions	241		23 200
Autres	242	84 168	34 100
	243	272 772	174 043
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	244		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalisations 2017			Réalisations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	122 399		122 399	112 676
Greffe et application de la loi	2	121 213		121 213	124 866
Gestion financière et administrative	3	491 276	21 281	512 557	433 206
Évaluation	4	53 280		53 280	51 644
Gestion du personnel	5	3 347		3 347	6 341
Autres					
- Réclamation dommage et intérêt	6	3 235		3 235	
-	7				
	8	794 750	21 281	816 031	728 733
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	324 400		324 400	356 591
Sécurité incendie	10	218 585	48 453	267 038	238 107
Sécurité civile	11				
Autres	12	17 052		17 052	16 486
	13	560 037	48 453	608 490	611 184
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	680 016	395 032	1 075 048	1 125 807
Enlèvement de la neige	15	495 950		495 950	494 714
Éclairage des rues	16	29 149		29 149	26 082
Circulation et stationnement	17	3 757		3 757	4 735
Transport collectif					
Transport en commun	18	16 268		16 268	15 842
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	30 824		30 824	24 732
	22	1 255 964	395 032	1 650 996	1 691 912

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalisations 2017			Réalisations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	103 471	145 992	249 463	210 953
Réseau de distribution de l'eau potable	24	28 688		28 688	30 500
Traitement des eaux usées	25	61 525	176 049	237 574	230 543
Réseaux d'égout	26	54 476		54 476	41 066
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	82 511	4 860	87 371	97 105
Élimination	28	207 631		207 631	192 653
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	74 130		74 130	60 908
Tri et conditionnement	30				4 860
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32	255		255	8 637
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				17 107
Protection de l'environnement	38	67 396	1 862	69 258	66 931
Autres	39				
	40	680 083	328 763	1 008 846	961 263
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	18 466		18 466	21 902
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	18 466		18 466	21 902
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	185 300	34 257	219 557	244 874
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	15 639		15 639	15 331
Tourisme	49	46 210		46 210	51 111
Autres	50				
Autres	51	443		443	250
	52	247 592	34 257	281 849	311 566

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalisations 2017			Réalisations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	10 274	46 587	56 861	16 260
Patinoires intérieures et extérieures	54	43 553		43 553	29 873
Piscines, plages et ports de plaisance	55	92 760	4 330	97 090	106 865
Parcs et terrains de jeux	56	165 255	34 320	199 575	273 366
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	408 845	6 206	415 051	347 851
	60	720 687	91 443	812 130	774 215
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				46 593
Bibliothèques	62	151 581	24 287	175 868	152 799
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	151 581	24 287	175 868	199 392
	67	872 268	115 730	987 998	973 607
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	124 800		124 800	138 053
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	1 117		1 117	2 462
Autres	72	1 748		1 748	1 120
	73	127 665		127 665	141 635
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	943 516	(943 516)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

PATRICE FORGET, CPA auditeur, CA
Mont-Tremblant

DATE 2018-04-03

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	4 348 028
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 1 726		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	272 141
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	13 341
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	4 062 546

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	408 659 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	410 204 200
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	409 431 600

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | | | , | 9 | 9 | 2 | 2 | / 100 $

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	212 585	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	161 339	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	251 624	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	2 625	20 797
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	28 871	41 778
Édifices communautaires et récréatifs	14	704 588	46 127
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	172 677	453 966
Ameublement et équipement de bureau	18	5 209	8 934
Machinerie, outillage et équipement divers	19	97 739	67 904
Terrains	20	30 984	8 073
Autres	21		7 402
	22	1 668 241	654 981

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	212 585	
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	161 339	
Autres infrastructures	27	254 249	20 797
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	1 040 068	634 184
	34	1 668 241	654 981

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	1 668 241	654 981
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	1 668 241	654 981

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	752 103		50 100	702 003
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 923 034		309 240	2 613 794
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	3 675 137		359 340	3 315 797
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 075 840		125 175	950 665
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 075 840		125 175	950 665
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 075 840		125 175	950 665
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	1 075 840		125 175	950 665
	19	4 750 977		484 515	4 266 462
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	4 750 977		484 515	4 266 462

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	53 280	51 644
Autres	3	88 767	83 386
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	3 220	5 159
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	16 268	15 842
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	216 628	210 482
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18		
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	15 639	15 331
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	6 208	5 562
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25	400 010	387 406

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	5,92	40,00	12 055,50	405 656	97 543	503 199
Professionnels	2						
Cols blancs	3	7,44	35,00	13 546,20	497 064	119 522	616 586
Cols bleus	4	13,09	40,00	28 382,62	418 549	100 643	519 192
Policiers	5						
Pompiers	6	1,79	40,00	4 916,25	128 546	16 098	144 644
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	28,24		58 900,57	1 449 815	333 806	1 783 621
Élus	9	6,42			89 382	20 159	109 541
	10	34,66			1 539 197	353 965	1 893 162

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	4 650				4 650
Réseau de distribution de l'eau potable	13		207 884			207 884
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		166 040			166 040
Autres	16	273 919	255 250	343 156	1 500	873 825
	17	278 569	629 174	343 156	1 500	1 252 399

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	6 963	10 624
	4	6 963	10 624
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	7 923	8 947
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	7 923	8 947
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	43 015	46 073
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	43 015	46 073
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	19 128	21 192
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	34	52
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	3 223	3 776
Matières recyclables	21	3 222	3 776
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	25 607	28 796
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	4 936	4 223
Autres	34		
	35	4 936	4 223
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	39 221	42 972
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	39 221	42 972
Réseau d'électricité	40		
	41	127 665	141 635

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gilbert Brassard	15 622	7 811
Claude Nantel	6 249	3 124
Patrice Charette	6 249	3 124
Robert Bergeron	8 332	4 166
Claude Labonté	1 377	689
Michel Lefebvre	6 249	3 124
Gaétan Marier	6 249	3 124
Louise Gaudreau	1 041	521
Yvan Guindon	1 041	521

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		2017		2016
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		**OUI**		**NON**		**S.O.**
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1		2	X		
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	X		
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9		10	X	11	
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12		13	X		
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14		15	X		
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	200 000 $				
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17	X	18			
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	33 069 $				

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		OUI		NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20	X	21	
Si oui, indiquer les montants suivants :				
a) le montant total versé en 2017	22	7 726 $		
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	250 $		
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1er alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24	X	25	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	18 025 $		
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27	X	28	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	29	22 500 $		
b) autres formes d'aide	30	$		
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018				
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31			
Facteur comparatif de 2017	32			
Valeur uniformisée	33			

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET — 34 — 154 853 $

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	35	$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	36	718 505 $
b) Dépenses d'investissement	37	$
c) Total des frais encourus admissibles	38	718 505 $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution	39	035.02.2018
b) Date d'adoption de la résolution	40	2018-02-19

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 153 001
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	98 398
Activités de fonctionnement	3	317 332
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	16 921
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	3 585 652
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	194 510
Égout	11	149 782
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	362 520
Autres		
- Licence de chien	14	2 490
- Environnement	15	58 144
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	14 000
Service de la dette	18	50 603
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	832 049
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	832 049
	26	4 417 701

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	5 697
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	494
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	82 444
	5	88 635
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	22 547
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	8 383
	9	30 930
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	119 565
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	1 302
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	741
Taxes d'affaires	17	
	18	2 043
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	121 608

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x	2	/100$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	361 136 784	x	5	0,7043 /100$	6	2 543 486			
Immeubles de 6 logements ou plus	7	5 419 736	x	8	0,7043 /100$	9	38 171			
Immeubles non résidentiels	10	40 319 203	x	11	1,4038 /100$	12	566 001			
Immeubles industriels	13	845 150	x	14	1,4038 /100$	15	11 864			
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	16		x	17	/100$	18				
Autres	19		x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	2 268 827	x	23	0,7043 /100$	24	15 979			
Total						25	3 175 501	26 (22 500)	27 ( ) 28	29 3 153 001

Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	30	409 989 700	x	31	0,0240 /100$	32	98 398			
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39		x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42		x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	45		x	46	/100$	47				
Autres	48		x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51		x	52	/100$	53				
Total						54	98 398	55 ( )	56 ( ) 57	58 98 398

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 409 989 700	x	2 0,0774	/100$	3 317 332				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25 317 332	26 ( )	27 ( )	28	29 317 332

Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	197 , 00 $
Égout	2	160 , 00 $
Eau et égout	3	, $
Traitement des eaux usées	4	, $
Matières résiduelles	5	159 , 00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Environnement	23,0000	4	par unité de logement
Aqueduc dette (desservi)	0,0071	1	
Aqueduc dette (desservi)	29,3300	4	par unité de logement
Aqueduc dette (non-desservi)	0,0031	1	
Règl.2004-90 Lignes électriques	119,2800	4	par unité de logement
Règl.2011-206 APROLL	443,7400	4	par unité de logement

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	4 417 701
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	22 500
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	287 945
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	14 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	4 138 256

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 409 989 700

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018 12 1 , 0 0 9 4 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	584 384	12 721			43 667	18 280
De secteur	2	1 873	56			361	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	3 677	184			2 056	
Autres	5	67 430	2 182			31 414	2 067
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	657 364	15 143			77 498	20 347

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	2 908 713	966		3 568 731
De secteur	10	8 739	268	5 624	16 921
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	23 052	271	21 363	50 603
Autres	13	477 086	6 466	180 801	767 446
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	3 417 590	7 971	207 788	4 403 701

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13	X	14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16	X	17	
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19	X	20	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	9 229 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	6 274 757 $				
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	368 622 $				
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	126 479 $				
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	110 009 $				

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1, rue du Pont
(no) (rue)
Labelle J0T 1H0
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (819) 686-3820
(ind. rég.) (numéro)
Courriel info@municipalite.labelle.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Claire Coulombe

Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (819) 686-3820
(ind. rég.) (numéro)
Courriel ccoulombe@municipalite.labelle.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 201-969, rue de Saint-Jovite
(no) (rue)
Mont-Tremblant J8E 3J8
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone (819) 425-8691
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (819) 425-9266
(ind. rég.) (numéro)
Courriel patrice@amyotgelinas.com

Responsable du dossier Patrice Forget, CPA Auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)
Courriel

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Claire Coulombe , atteste que le rapport financier de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-04-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Labelle .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Labelle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Labelle détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 1 101 011 $.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de ,9922 $.

Date et heure de la dernière modification : 2018-04-17 08:43:11

Date de transmission au Ministère : 2018/04/17